



HAL
open science

Vos appareils électroniques sont-ils obsolètes de plus en plus rapidement ?

Delphine Billouard-Fuentes

► **To cite this version:**

Delphine Billouard-Fuentes. Vos appareils électroniques sont-ils obsolètes de plus en plus rapidement ?. 2021. hal-03401365

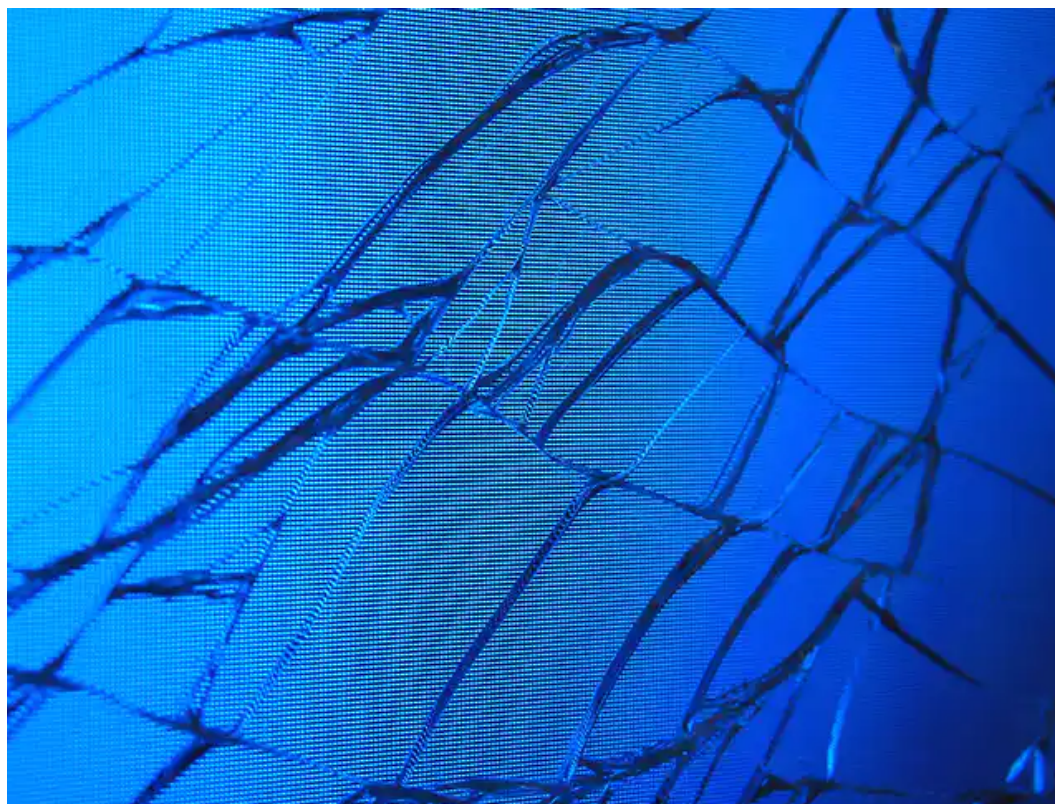
HAL Id: hal-03401365

<https://hal.science/hal-03401365>

Submitted on 25 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Un écran cassé peut souvent se remplacer, mais ce n'est pas le cas de tous les composants de nos téléphones, tablettes et ordinateurs. Patrick Hoesly, Flickr, CC BY

Vos appareils électroniques sont-ils obsolètes de plus en plus rapidement ?

20 octobre 2021, 21:40 CEST

Delphine Billouard-Fuentes

Professeur associé, EM Lyon

En 2019, l'ADEME soulignait que 88 % des Français changent de téléphone alors que le précédent est encore en état de marche et que seuls 15 % des téléphones sont collectés pour être recyclés.

La fabrication de dispositifs électroniques et leur remplacement rapide demandent beaucoup de ressources, notamment terres rares et ressources pétrolières. En effet, à l'heure même où l'on cherche à diminuer drastiquement son utilisation, le pétrole reste un matériau de base pour de nombreux produits de notre quotidien (plastiques, tissus synthétiques, films d'emballage notamment).

Ces produits représentent également une source de pollution importante : 80 % des déchets électroniques ne peuvent pas être recyclés et sont soit incinérés, soit enfouis.

Même si elle ne résout pas tous les problèmes liés à la surconsommation, la lutte contre l'obsolescence programmée permet de limiter l'utilisation extensive des ressources et la pollution, tout en permettant aux consommateurs de réaliser de substantielles économies.

Qu'est-ce que l'obsolescence programmée ?

L'obsolescence programmée est définie en France par l'article L441-2 du code de la consommation :
« L'obsolescence programmée se définit par l'ensemble des techniques par lesquelles le metteur sur le marché d'un produit vise à en réduire délibérément la durée de vie pour en augmenter le taux de remplacement ».

Cette obsolescence programmée peut revêtir de multiples facettes. L'**obsolescence technique** fait suite à une faiblesse matérielle délibérée qui rend le produit inutilisable. Elle peut se manifester sous la forme de la panne d'un composant essentiel, de l'utilisation de matériaux peu robustes ou encore en introduisant un dispositif limitant la durée de vie du produit. Par exemple, certaines imprimantes indiquent que les cartouches d'impression sont vides alors qu'il reste encore de l'encre.

L'**obsolescence logicielle** impacte les biens électroniques, principalement les smartphones, les tablettes et les ordinateurs. Certains appareils ne permettent plus l'installation des systèmes et logiciels les plus récents. Officiellement, ce blocage permet d'éviter l'installation d'un logiciel que l'appareil ne pourrait pas utiliser pleinement en raison de ses caractéristiques techniques.

A contrario, l'utilisateur se voit parfois imposer l'installation de la dernière version du système d'exploitation, celle-ci ralentissant considérablement le fonctionnement de l'appareil. L'entreprise Apple a été condamnée en France à 25 millions d'euros d'amende pour ce motif.

À lire aussi : La lutte pour une agriculture libre : bricoler et partager pour s'émanciper

Enfin, l'**obsolescence programmée indirecte** rend un produit inutilisable en raison de l'indisponibilité d'un produit ou d'un composant associé. Nous retrouvons dans cette catégorie l'impossibilité de trouver un chargeur de remplacement pour un produit électronique, l'incapacité de réparer un produit en raison de l'inexistence des pièces détachées nécessaires à sa réparation ou encore l'excessivité du prix de la réparation. C'est la raison pour laquelle l'Europe souhaite imposer l'utilisation de chargeurs universels pour les smartphones.

Deux autres catégories d'obsolescence viennent s'ajouter à celles-ci : l'**obsolescence esthétique**, qui ne repose pas sur une usure anticipée ou une impossibilité d'utiliser le produit, mais sur le recours à des techniques marketing pour créer un besoin de changement chez l'utilisateur. Le produit possédé apparaît alors comme dépassé, soit en raison de son esthétique, soit des fonctionnalités qu'il propose. Nous pouvons également citer ici l'**obsolescence écologique**, qui a vu le jour ces dernières années : certaines entreprises incitent les consommateurs à changer un produit en état de fonctionnement par un nouveau produit qui serait plus économe en énergie.

D'où vient ce concept ?

Officiellement, l'obsolescence programmée est apparue suite à la crise économique de 1929 : Bernard London, un courtier new-yorkais, propose, alors de déterminer une durée de vie pour les produits afin d'en faciliter le renouvellement. Il ne s'agit pas précisément d'obsolescence programmée, mais plutôt d'« obsolescence planifiée ». Dans cette vision, chaque produit doit avoir une durée de vie déterminée lors de sa fabrication, et les consommateurs ont l'obligation de ne plus utiliser ces produits passée cette limite, même si les produits peuvent encore techniquement être utilisés. Bien que cette proposition n'ait pas été mise en œuvre, elle a contribué à l'acceptation de l'obsolescence programmée, démontrant ses atouts économiques et sociaux – les enjeux environnementaux et ceux liés à la rareté de certaines ressources n'étaient alors pas d'actualité.

Le premier exemple d'obsolescence programmée date cependant d'avant la crise de 1929. En 1924, les principaux fabricants d'ampoules mondiaux se sont réunis secrètement, créant le premier cartel mondial. Les ampoules fabriquées jusqu'alors avaient une durée de vie importante, la durée moyenne de fonctionnement étant de 2500 heures (une ampoule fonctionne depuis 1901 dans la caserne de pompiers de Livermore en Californie). Cette longévité limitant les revenus de ces entreprises, la décision de plafonner la durée de fonctionnement à 1000 heures fut prise. Chaque entreprise du cartel se devait de respecter cet engagement, et des contrôles étaient réalisés dans les sites de fabrication pour vérifier sa bonne mise en œuvre.

The Light Bulb Conspiracy



Depuis cette époque, l'obsolescence programmée est omniprésente dans le monde économique, permettant de redynamiser des marchés saturés ou en voie de saturation.

Comment lutter contre l'obsolescence programmée ?

Plusieurs initiatives permettent de lutter contre l'obsolescence programmée.

Après la création d'un « *Repair Café* » à Amsterdam en 2009, des communautés d'utilisateurs se sont développées à travers l'Europe pour proposer des ateliers de réparation de produits défectueux ou des tutoriels. D'autres communautés permettent d'offrir une deuxième vie à des objets en leur trouvant un nouveau propriétaire, que ce soit en les vendant, par don ou par troc.

Les États se mobilisent aussi pour lutter contre ce phénomène. Ainsi, en France, depuis le 1^{er} janvier 2021, les fabricants de certains produits doivent afficher un indice de réparabilité. Cet indice permet à l'acheteur de connaître les possibilités de réparation d'un produit lors de son achat.

À lire aussi : Dans la fabrique de « l'indice de réparabilité » en vigueur depuis janvier 2021

L'obsolescence logicielle représente un défi majeur. Une étude initiée par le Ministère de la Transition Écologique suggère d'imposer aux fabricants d'assurer les mises à jour pendant au moins 5 ans après la fabrication. En attendant que de telles initiatives aboutissent, les auteurs de cette étude recommandent de ne faire que les mises à jour indispensables à la sécurité pour les équipements électroniques anciens, car les mises à jour peuvent ralentir l'équipement concerné.

La législation française considère l'obsolescence programmée comme un délit Article 441-2 du Code de la consommation, mais la preuve de ce délit est presque impossible à établir. Une proposition de loi a été initiée le 7 avril 2021. Celle-ci propose d'étendre la durée minimale de garantie légale sur les biens matériels de 2 à 10 ans et de garantir la disponibilité des pièces détachées sur cette durée.

Si celle-ci est validée, elle représentera une avancée considérable pour lutter contre le phénomène d'obsolescence programmée.

Une prise de conscience des utilisateurs est également nécessaire. En effet, au-delà de la problématique d'obsolescence avec une panne empêchant totalement le fonctionnement de l'appareil, d'après une étude de l'ADEME, 88 % des téléphones portables remplacés chaque année fonctionnent encore.